


 Rechercher

Accueil Actualités Biodiversité Menaces Conservation Expertises Photographies Veille réglementaire Quizz Contact

Vous êtes ici : > [Accueil](#) > [Conservation](#) >> Détention d'espèces protégées

Présentation

Espèces protégées

Comment conserver ?

Détention d'espèces protégées

AUTEUR

[Voir sa fiche](#)

Conservation

J'aime 1

Programmes de conservation
Espèces protégés
Espaces naturels protégés
Mesures tout public
Mesures pour professionnelles
Inventaire de la biodiversité
Natura 2000

La détention d'espèce protégée est soumise à une réglementation stricte. Cette dernière diffère en fonction de l'utilisation qui est faite des animaux (lucrative ou non), du nombre d'animaux détenus et des espèces concernées.

Cours Animalia
cours-animalia.com
L'école Animalière à Distance. Prépa au Certificat de Capacité.

Mutuelle
Chiens

assurance-anima...

Frais vétérinaires
remboursés à 100 % 1
mois offert, devis
gratuit

Bases de données

Espèces protégés
Espaces protégés
Classification du vivant
Espèces dites "nuisibles"

Les élevages d'agrément dont le propriétaire détient et élève des animaux d'espèces non domestiques pour son plaisir sont définis dans des limites d'effectifs d'animaux. Par ailleurs, ces animaux ne doivent pas appartenir à des espèces considérées comme dangereuses ni à des espèces protégées. Quelques espèces protégées peuvent être détenues dans de tels élevages mais avec des effectifs très limités et sous couvert d'une autorisation spéciale de détention.

S'abonner aux flux RSS

Actualité
Veille juridique

Les établissements d'élevage ont un but lucratif ou, même sans but lucratif, dépassent les limites d'effectifs des élevages d'agrément ou hébergent des espèces non autorisées pour un élevage d'agrément. Ces établissements sont soumis à une autorisation préfectorale d'ouverture imposant la présence d'un responsable des animaux titulaire d'un certificat de capacité pour l'élevage d'animaux d'espèces non domestiques.

Législation

Deux arrêtés ministériels à caractère technique précisent ces notions :

- **Arrêté du 10 août 2004 modifié** fixant les règles générales de fonctionnement des installations d'élevage d'agrément d'animaux d'espèces non domestiques,
- **Arrêté du 10 août 2004 modifié** fixant les conditions d'autorisation de détention d'animaux de certaines espèces non domestiques dans les établissements d'élevage, de vente, de location, de transit ou de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques.

D'une grande importance dans le contexte de la réglementation applicable à la faune sauvage captive, ces deux arrêtés établissent des règles précises encadrant la détention d'espèces animales non domestiques, ceci en fonction de leur degré de sensibilité au regard des objectifs de la réglementation ainsi que des effectifs détenus et des activités pratiquées.

Deux circulaires de 2005 fixent les modalités d'application de ces arrêtés :

- **Circulaire du 17 mai 2005** relative aux règles précisant la détention d'animaux d'espèces non domestiques. Cette circulaire a pour objet de préciser les conditions d'application des arrêtés du 10 août 2004. Elle comporte 7 annexes :
 - annexe 1 Précisions concernant certaines annexes des arrêtés du 10 août 2004
 - annexe 2 Tableau précisant les régimes de détention en fonction des statuts d'espèces
 - annexe 3 Demande d'autorisation de détention d'animaux d'espèces non domestiques (formulaire CERFA)
 - annexe 4 Caractéristiques générales des installations et des modalités de l'entretien et de la surveillance des élevages
 - annexe 5 Modèle d'arrêté préfectoral d'autorisation de détention d'animaux
 - annexe 6 Registre des entrées et sorties d'animaux dans un élevage (formulaire CERFA)
 - annexe 7 Déclaration de marquage d'un animal (formulaire CERFA)
- **Circulaire du 17 mai 2005** relative à la détention, au transport, à l'utilisation des rapaces pour la chasse au vol ; au désaiage des Eperviers d'Europe et des Autours des Palombes pour la chasse au vol. Cette circulaire a pour objet de préciser les conditions d'application des dispositions relatives à la chasse au vol pratiquée avec des rapaces, telles que fixées par les deux arrêtés du 10 août 2004. Elle comporte 4 annexes :
 - annexe 1 Demande d'autorisation de détention d'animaux (formulaire CERFA)
 - annexe 2 Modèle d'arrêté préfectoral d'autorisation de détention, transport et utilisation de rapaces pour la chasse au vol

- annexe 3 Registre des entrées et sorties d'animaux dans un élevage (formulaire CERFA)
- annexe 4 Déclaration de marquage d'un animal (formulaire CERFA), notice explicative et formulaire complémentaire

Par ailleurs, les modalités d'octroi des autorisations administratives requises pour un établissement d'élevage sont fixées par les articles R. 413-2 à R. 413-23 du code de l'environnement.

Dans les départements, pour ces types d'établissements, l'instruction des demandes de certificat de capacité et d'autorisation d'ouverture est assurée, sous l'autorité du préfet, par les directions départementales des services vétérinaires (DDSV).

L'instruction des demandes de certificat de capacité (prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement) requiert l'avis de la commission départementale des sites, perspectives et paysages.

Les requérants doivent justifier de conditions d'expérience et de formation, définies par l'**arrêté du 12 décembre 2000** modifié fixant les diplômes et les conditions d'expérience professionnelle requis par l'article R. 413-4 du code de l'environnement pour la délivrance du certificat de capacité pour l'entretien d'animaux d'espèces non domestiques.

L'instruction de l'autorisation d'ouverture (prévue à l'article L. 413-3 du code de l'environnement) s'effectue selon deux modalités différentes en fonction du type d'établissement rencontré :

- établissements dits de « **première catégorie** », présentant des dangers ou inconvénients graves pour les espèces sauvages et les milieux naturels ainsi que pour la sécurité des personnes,
- établissements dits de « **deuxième catégorie** », regroupant tous les établissements qui ne présentent pas de tels dangers.

Un **arrêté daté du 21 novembre 1997** définit ces deux catégories d'établissements.

Pour les établissements de « **première catégorie** », l'autorisation est toujours formalisée par un arrêté préfectoral fixant les prescriptions que doit suivre l'établissement pour se conformer aux impératifs de protection de la nature et de sécurité des personnes. La procédure d'instruction inclut l'avis des services administratifs et collectivités locales intéressés, celui de la commission départementale des sites, perspectives et paysages ainsi que tout expert, désigné par le préfet et à même d'appréhender les particularités d'un établissement.

Pour les établissements de « **deuxième catégorie** », l'autorisation peut être octroyée de manière tacite au terme d'un délai de deux mois après le dépôt d'une demande si les éléments du dossier garantissent le respect des objectifs de la réglementation.



DANS LA MÊME THÉMATIQUE

Préservation du patrimoine biologique par
Espèces protégées à l'échelle départementale par
Législation de portée nationale par
Commerce des espèces menacées par **GB**
Détention d'espèces protégées par

[Haut de page](#)

